

## AGRICULTURE

# L'engagement de Maputo : le mot d'ordre a-t-il été respecté?

Idrissa Wade et Aminata Niang

*Alors que les chefs d'État africains avaient en 2003 pris l'engagement de consacrer 10 pourcent de leur budget national à l'agriculture conscients de son importance dans le développement économique, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire, le secteur agricole reste marginalisé en Afrique au regard de la faiblesse des investissements publics notée dans ce domaine. Un résultat qui laisse dire que des défis subsistent pour le développement agricole en Afrique.*

**A**u début des années 2000, dans un contexte d'insécurité alimentaire croissante, les États africains se sont engagés à accroître leurs efforts pour l'agriculture, conscients de l'importance de ce secteur dans le développement économique, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Pour donner corps à cet engagement, les chefs d'État des pays africains ont lancé en 2003 le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) qui constitue un cadre intégré pour le développement de l'agriculture. Ce programme vise à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire, grâce à la poursuite d'un taux de croissance agricole moyen annuelle de 6 pourcent. Pour stimuler l'accélération nécessaire à cette croissance, les chefs d'État ont, dans une déclaration dite de Maputo, pris l'engagement de consacrer au moins 10 pourcent de leurs dépenses publiques pour le développement agricole et rural, sur une période de 5 ans. Un acte politique majeur qui devrait remettre l'agriculture africaine dans les priorités de développement et permettre l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique.

Malheureusement, dix ans après, tous les pays ne semblent pas avoir atteint l'objectif. En effet, entre 2004 et 2010, sur 54 pays seulement 10 ont atteint l'objectif de 10 pourcent. Pire, le 1/3 des pays ont même connu un recul de leurs dépenses publiques dans l'agriculture sur la même période. Un résultat qui cache bon nombre de défis à révéler pour assurer une réelle sécurité alimentaire aux populations africaines à travers l'accroissement de la productivité agricole soutenu par les investissements publics.

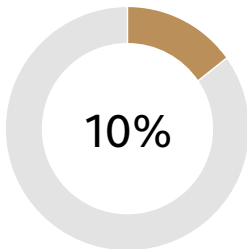
### Très peu de pays atteignent les 10 pourcent

Les résultats sont pour l'instant mitigés 10 ans après le lancement du PDDAA. En effet, certains pays n'ont pas encore consenti les efforts nécessaires pour atteindre l'objectif de 10 pourcent fixé par le programme.

En moyenne sur la période 2003-2010, aucune sous-région n'a atteint l'objectif de la Déclaration de Maputo de consacrer 10 pourcent du total des dépenses au secteur de l'agriculture. L'Afrique de l'Est (7,4 pourcent) et l'Afrique de l'Ouest (7 pourcent) ont les parts de dépenses publiques annuelles (DPA) les plus élevées.

Sur les 52 pays d'Afrique dont l'information est disponible pour le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS), seul 13 pays ont consacré, au moins une année, plus de 10 pourcent de leur budget à l'agriculture. Il s'agit : du Burundi, du Burkina Faso, de la République du Congo, de l'Éthiopie, du Ghana, de la Guinée, du Madagascar, du Malawi, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Zambie, et du Zimbabwe.

Seuls sept d'entre eux ont consacré sur plusieurs années plus de 10 pourcent de leur budget à l'agriculture : le Burkina Faso, l'Éthiopie, Guinée, le Malawi, le Mali, le Niger, et le Sénégal. En moyenne sur la période 2003-2010. Cet objectif de consacrer 10 pourcent de dépenses publiques annuelles à l'agriculture n'est atteinte ou dépassé que par 8 pays : 4 pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina, Niger, Mali et Sénégal), 2 d'Afrique de l'Est (Malawi et l'Éthiopie) et 1 pays d'Afrique australe (Zimbabwe).



les chefs d'état ont, dans la déclaration de Maputo, pris l'engagement de consacrer au moins 10 pourcent de leurs dépenses publiques pour le développement agricole et rural, sur une période de 5 ans.

### Quelques défis à relever

Malgré le vaste potentiel agricole dont dispose l'Afrique, la faim et la malnutrition persistent sur le continent. L'engagement pris en 2003 par les dirigeants africains de consacrer au moins 10 pourcent de leur budget national à l'agriculture n'a pas suffi pour assurer la sécurité alimentaire. Une situation qui laisse dire que l'Afrique doit affronter les obstacles en qui concerne son développement agricole. Il s'agit en effet pour le continent de :

- **Relever la part des ressources publiques consacrées à l'élevage.**

Le secteur de l'élevage semble être marginalisé au regard des faibles investissements publics notés dans ce domaine qui jouent pourtant un rôle important dans la réalisation de la sécurité alimentaire. En effet, pour la période 2003-2007, il ressort de l'analyse des DPA que les dépenses consacrées aux productions végétales sont prédominantes. La part des ressources publiques agricoles affectées à l'élevage est faible ; elle est de 5 pourcent pour le Burkina et le Niger et de 9 pourcent pour le Sénégal. Même si on note un accroissement des investissements consacrés à l'élevage au Burkina pour la période 2008-2010, les dépenses sont encore faibles, à environ 8 pourcent. Son apport important à la valeur ajoutée agricole (plus de 25 pourcent) et son rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages militent en faveur d'une meilleure prise en compte des investissements destinés à l'élevage.

---

*L'engagement pris en 2003 par les dirigeants africains de consacrer au moins 10 pourcent de leur budget national à l'agriculture n'a pas suffi pour assurer la sécurité alimentaire.*

---

- **Promouvoir la recherche et le développement.**

Avec les nombreux obstacles (changements climatiques, sécheresse) auxquels l'agriculture africaine fait face, la recherche doit être une priorité dans le développement des technologies appropriées et rentables permettant aux producteurs de faire face à ces aléas. A cet effet, l'Union Africaine à travers le PDDAA a fixé un objectif de dépenses de recherche en développement agricole d'au moins 1 pourcent du PIB agricole. Toutefois il ressort, de l'analyse de la répartition des DPA par fonction, que la plupart des pays africains n'ont pas atteint cet objectif. Les pays de la CEDEAO les plus performants sont le Nigéria suivi du Ghana, qui y consacrent 0,7 pourcent de leur PIB agricole.

- **Promouvoir la qualité et le ciblage de l'investissement**

Les données officielles se sont surtout focalisées sur la quantité des investissements dans le secteur agricole, au détriment de la qualité et l'efficacité de la destination de ceux-ci. L'examen de l'orientation et du ciblage des investissements agricoles en Afrique, au lendemain du 10e anniversaire de la déclaration de Maputo montre que des efforts ont été faits par les gouvernements africains mais des défis subsistent. Il s'agit notamment des défis liés :

- à la qualité et de l'efficacité des investissements qui pose le problème de la destination des investissements effectués et des priorités des gouvernements. En effet, les exploitations familiales et les filières des femmes dont on reconnaît l'importance dans la réalisation de la sécurité alimentaire en Afrique n'ont pas été sérieusement placées au cœur des politiques agricoles. A cet égard, il est important pour les gouvernements d'accorder une priorité à ces deux secteurs dans le cadre de leurs investissements agricoles.
- au financement de l'agriculture par les ressources propres, qui renvoie aux sources de financement de l'agriculture posant ainsi le problème de la dépendance au financement extérieur, de la durabilité, de l'efficacité et même de la souveraineté dans les choix

des politiques d'investissements agricoles et de développement en général. À cet effet, bien que l'aide étrangère soit indispensable dans le financement de l'agriculture, la sécurité alimentaire est trop importante pour dépendre de la générosité des partenaires extérieurs. Il est important pour l'Union Africaine ou pour chaque pays, de se doter des mécanismes propres de financement solides avec des ressources propres, l'aide extérieure ne sera qu'un surplus.

Pour être efficaces, de telles mesures doivent être accompagnées d'un mécanisme de suivi du budget agricole au niveau de chaque pays, pour évaluer les dépenses publiques par secteur. Concrètement, il s'agit de :

- mettre en œuvre des mécanismes de suivi des allocations du « ratio de Maputo », afin d'analyser les leviers de la bonne performance des pays de l'Afrique Subsaharienne. Cette stratégie permettra de capitaliser les bonnes pratiques en matière de ciblage afin de les partager, avec les pays qui sont loin de respecter le ratio des 10 pourcent. Ces mécanismes présentent l'avantage de pouvoir étudier le niveau d'efficacité du secteur agricole des pays, en faisant le lien entre les orientations et les ressources affectées à ce secteur.
- Mettre en œuvre un système participatif de suivi, d'enregistrement et de dissémination des informations sur les dépenses publiques du secteur agricole et qui sont accessibles au large public.
- Amener les Etats à créer une ligne de budget spécialement dédiée aux filières agricoles dans lesquelles travaillent les femmes et un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des dépenses.
- Dans la perspective d'influencer les décideurs politiques, il est fondamental d'avoir des indicateurs de priorités qui facilitent le suivi de l'orientation stratégique des DPA.

---

*Le mauvais ciblage des investissements est un des principaux facteurs qui expliquent l'inefficacité des efforts consentis dans le secteur agricole ces dernières années (...)*

---



**Idrissa Wade**

Enseignant chercheur ENSA-  
université de Thiès, Sénégal et  
chercheur associé  
à IPAR.



**Aminata Niang**

Enseignant chercheur ENSA-  
université de Thiès, Sénégal et  
chercheur associé  
à IPAR.

### **Conclusion**

Au regard des problèmes d'inefficacité des choix des politiques d'investissements agricoles, il est clair qu'ils sont liés en partie aux indicateurs de budgétisation des dépenses agricoles. Le mauvais ciblage des investissements est un des principaux facteurs qui expliquent l'inefficacité des efforts consentis dans le secteur agricole ces dernières années, d'où l'importance d'élaborer des indicateurs plus efficaces pour assurer plus de qualité des interventions.